



F1A DIAGNOSTIC AGRICOLE DE TERRITOIRE

Actualisation du diagnostic agricole dans le cadre de la révision du PLU de la commune de PORTET-SUR-GARONNE

*La présente étude a été réalisée de novembre à décembre 2020 par le Pôle Territoire :
Mathilde ESPINASSE, chargée d'études
Nadine DUBUCQ, Cartographe - Sigiste
Nathalie HERRERO, conseillère en urbanisme*

Date d'envoi : 18 Décembre 2020

ENSEMBLE
vos projets prennent vie

**ENGAGEMENT
DE SERVICE**

SERVICES AUX AGRICULTEURS
ET ACTEURS DES TERRITOIRES
REF. 221

AFNOR CERTIFICATION

www.afnor.org
Conseil-Formation
Etude-Diagnostic

Table des matières

1. Préambule	3
1.1 Le contexte de l'étude	3
1.2 Méthodologie mise en œuvre	3
2. Le diagnostic agricole.....	4
2.1 L'agriculture sur le territoire de Portet-sur-Garonne	4
2.2 Caractéristiques physiques et paysagères de la commune de Portet-sur-Garonne	6
2.3 Le contexte agricole.....	8
2.3.1 Le profil des exploitations agricoles.....	11
2.3.2 Les constructions agricoles.....	11
2.3.3 L'organisation du parcellaire agricole et les équipements.....	11
2.3.4 Les productions végétales	15
2.3.5 L'économie et l'emploi agricole.....	16
2.3.6 Les points de vigilance	17
2.4 Synthèse, enjeux & préconisations.....	18
2.4.1 Une commune urbaine dont le foncier agricole se raréfie	18
2.4.2 Les enjeux agricoles : une activité agricole en zone périurbaine	20
2.4.3 Une densification de la zone urbaine à poursuivre, un renouvellement urbain à accentuer	20
3. ANNEXES	23

1. Préambule

1.1 Le contexte de l'étude

Le présent diagnostic agricole constitue l'un des volets du diagnostic général du territoire réalisé dans le cadre des études sur la révision du PLU. Il est destiné à aider la commune de Portet-sur-Garonne à prendre en compte l'agriculture dans la définition du projet communal (PADD) et des pièces réglementaires et opposables du PLU (zonage et règlement écrit), en limitant son impact sur le foncier et les exploitations agricoles.

Le présent document est une actualisation du diagnostic agricole réalisé en 2013. Il prend en compte les nouvelles réglementations liées à l'urbanisme et au foncier.

En effet, les évolutions législatives récentes (Lois ENL, LMA, ALUR, LAAAF)¹ ont introduit des dispositions qui renforcent les mesures en faveur de la préservation du foncier et de l'activité agricole.

La Loi ALUR prévoit notamment que les PLU doivent présenter une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers sur les 10 dernières années ou depuis la dernière révision du document, et une analyse du potentiel de densification des espaces bâtis. La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt prévoit que le rapport de présentation du PLU évalue les besoins en matière de « surfaces et de développement agricole ».

1.2 Méthodologie mise en œuvre

L'étude a été réalisée à partir de données provenant de plusieurs sources :

- Données statistiques INSEE et AGRESTE,
- Bases de données internes à la Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne,
- Mobilisation des connaissances de terrain et de l'expertise de la Chambre d'agriculture,
- Enquêtes individuelles auprès des exploitants agricoles qui cultivent des parcelles sur la commune.

Le contexte sanitaire ne nous a pas permis de faire une **réunion d'information et d'échanges** sur l'agriculture dans le PLU et l'importance du diagnostic agricole. Les enquêtes individuelles auprès des agriculteurs ont été effectuées par téléphone et par visio-conférence.

La présente étude est assortie de préconisations.

¹ Loi ENL : Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, LMA : Loi de Modernisation de l'Agriculture du 27 juillet 2010, Loi ALUR : Loi d'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014, LAAAF : Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 octobre 2014.

2. Le diagnostic agricole

2.1 L'agriculture sur le territoire de Portet-sur-Garonne

Données RGA 2000/2010 - données RPG 2019

Les données communales du **Recensement Général Agricole – RGA** - sont celles des exploitations ayant leur siège social sur la commune quelle que soit la localisation du parcellaire (sont exclues les surfaces communales cultivées par des exploitations ayant leur siège sur d'autres communes).

Les données du **Registre Parcellaire Graphique – RPG**, sont basées sur les surfaces exploitées quelle que soit la localisation des sièges d'exploitation. Elles fournissent un **état exhaustif et actualisé de l'activité agricole sur le territoire communal**.

En 2010 selon le RGA la SAU des exploitations ayant leur siège sur la commune est de 163 ha. Le RGA recense 6 exploitations ayant leur siège social sur la commune.

Les données ci-dessous démontrent une stabilité du nombre d'exploitations depuis une dizaine d'années. La SAU est en augmentation : + 26 ha entre 2000 et 2010.

RGA 2000 – 2010									
Nbre d'exploitations		SAU en hectares		UGB		UTA totales		PBS totale en €	
2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
5	6	137	163	1	0	7	9	359.213	221.845

Le diagnostic agricole de 2013 avait identifié 107 ha cultivés par les 4 exploitants ayant leur siège sur la commune (soit 32 % de la SAU communale).

Rappel : la SAU communale de 107 ha issue de l'enquête terrain de 2013 (4 exploitants Portésiens recensés) ne peut être comparée à la SAU de 163 ha présentée dans le RGA de 2010 qui correspond à la SAU totale cultivée par les 6 exploitants recensés en 2010.

Diagnostic agricole 2013 (données terrains)				
Nbre d'exploitations	SAU en hectares	UGB	UTA totales	PBS totale en €
4	107	0	-	-

UGB : Unité Gros Bétail / UTA : Unité de Travail Annuel / PBS : Production Brute Standard

RPG : Registre Parcellaire Graphique (surfaces agricoles exploitées et déclarées annuellement à la PAC)

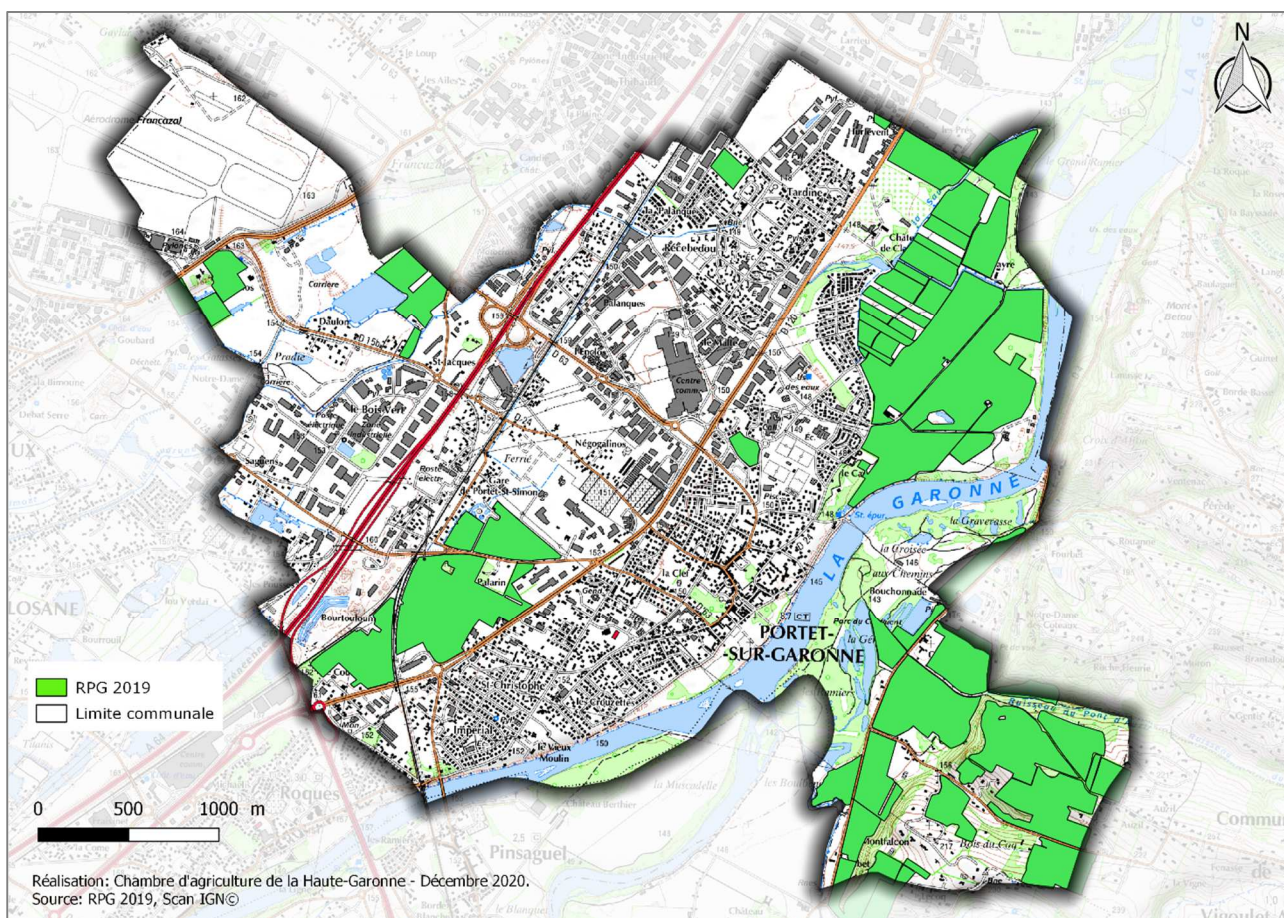
Les chiffres suivants représentent la SAU totale de la commune, issus de différentes sources de données entre 2013 et 2020 (RPG et diagnostic agricole) :

RPG 2013	RPG 2019	
SAU communale en HA	SAU communale en HA	Superficie de la commune en HA
319	310	1 619

Diag. agri 2013	Diag. agri 2020	
SAU en HA		Superficie de la commune en HA
342	331	1 619

On note une différence de 11 ha de surface entre le diagnostic de 2013 et le diagnostic de 2020, le delta est dû à la déclaration PAC de 2013 (RPG 2013) qui n'est pas identique à la déclaration PAC de 2019 (RPG 2019) et aux exploitants qui ne déclarent pas l'intégralité de leurs surfaces à la PAC.

Déclaration des parcelles agricoles selon le RPG 2019.



Nota : Le registre parcellaire graphique (RPG) est un système de déclaration graphique des surfaces agricoles, mis en place suite au règlement communautaire CE 1593/2000 qui demande aux Etats-membres de l'Union européenne (UE) de localiser et d'identifier les surfaces agricoles (Kayand Milenov, 2007). Les exploitants dessinent sur des photos aériennes les contours de leurs «îlots de cultures».

Ce sont donc des unités de terrain exploitées par un même agriculteur mais pouvant contenir plusieurs cultures. Ces exploitants précisent les cultures qui sont pratiquées sur ces îlots, ainsi que les surfaces associées. Ces informations collectées et mises à jour annuellement, sont utilisées notamment pour instruire et enregistrer les dossiers de déclaration pour les aides dans le cadre de la politique agricole commune (PAC).

La validation de ces déclarations individuelles ouvre le droit au versement des aides PAC. Le RPG est d'ailleurs produit par l'Agence de service et de paiement (ASP) principal organisme payeur de la PAC pour la France.

Le RPG est donc un jeu de données géographiques recensant les surfaces agricoles des exploitations qui possèdent au moins une parcelle faisant l'objet d'une aide du 1^{er} pilier de la PAC ou encore une parcelle engagée ou une des mesures surfaciques du 2nd pilier de la PAC (mesures agro-environnementales). Source : INRAE

L'espace agricole occupe 20% du territoire communal en 2020.

Entre 2000 et 2010, les chiffres du RGA indiquent le gain d'un siège d'exploitation agricole, et une augmentation du nombre d'emplois agricoles (de 7 UTA en 2000 à 9 UTA en 2010). Le chiffre de la **Surface Agricole Utile (SAU)** a été ajusté en 2019, puis en 2020 sur la base de l'existant dans le périmètre des limites communales, et non en fonction de l'adresse administrative du siège d'exploitation (comme en 2000 et 2010). Si certaines parcelles ne sont pas déclarées à la PAC, leur vocation agricole demeure.

2.2 Caractéristiques physiques et paysagères de la commune de Portet-sur-Garonne

Contexte géomorphologique

Le pays toulousain s'étend autour de la large vallée de la Garonne, bordé à l'ouest par les coteaux du Savès, à l'est par les coteaux du Lauragais et au sud par les coteaux de la vallée de l'Ariège et du Volvestre.

Résultat des phases successives de creusement et de dépôts d'alluvions au cours des glaciations de l'ère quaternaire, il offre un profil dissymétrique relativement plat, buté en rive droite sur les coteaux mollassiques du Volvestre et du Lauragais et étalé en rive gauche en de larges terrasses séparées par de petits talus, descendant progressivement vers le fleuve. (# Source CAUE 31 : extrait des fiches entités paysagères de Midi-Pyrénées).

La commune de Portet-sur-Garonne fait partie de la basse plaine d'alluvions récentes de la Garonne qui se développe sur 2 à 4 km sur la rive gauche de la Garonne. Rive droite, la basse plaine est délimitée par les coteaux.

La topographie est plane, excepté une petite zone de coteaux à l'est de la commune, rive droite de la Garonne. L'altimétrie varie de 150 m dans la majeure partie de la commune, à 245 m, à l'est sur les coteaux.

La commune est largement artificialisée, les parcelles agricoles se situant pour la plus grande partie à l'est de la commune.

Les bois sont essentiellement localisés dans le lit majeur en bordure du fleuve.

Hydrologie - Pédologie

Le réseau hydrologique principal est de direction sud-sud-ouest à nord-nord-est. Les principaux cours d'eau sont la Garonne, le Ruisseau de Cassagnol au sud, la Saudrune au nord et le Roussimort au nord.

Les nappes alluviales sont à faible profondeur.

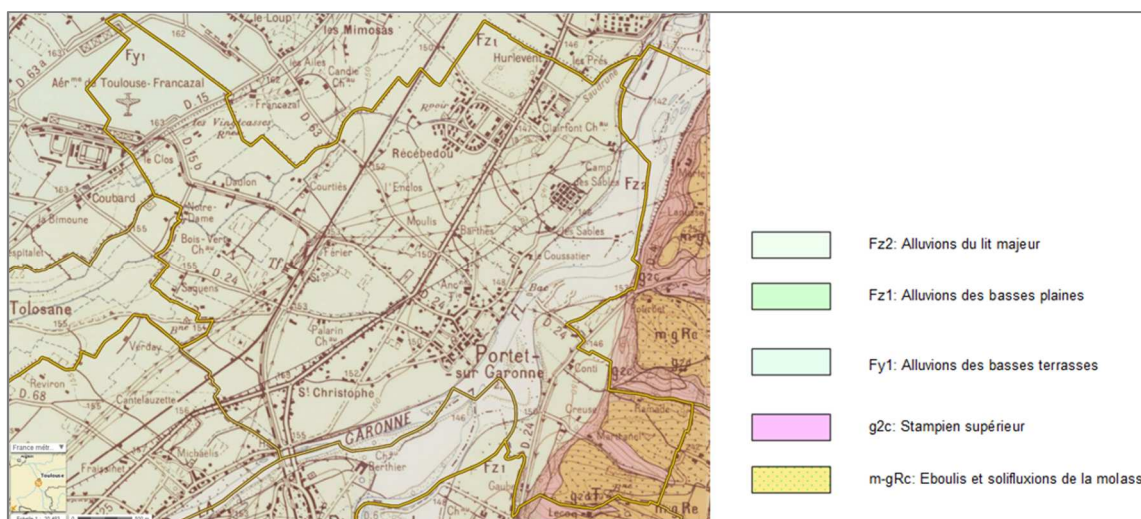
Dans le lit majeur, (Fz2) on trouve essentiellement des sols d'alluvions graveleuses : sols sablo-limoneux à limono-argilo-sableux caillouteux et graveleux dès la surface, sains et filtrants sur cailloutis.

Sur le reste de la basse plaine (Fz1), les sols sont très hétérogènes en liaison avec une grande variabilité de la nature des dépôts (cailloutis, sables, limons, argiles). Ce sont des sols d'alluvions limoneuses profondes : sols limono-sableux à limono-argileux profonds (localement argilo-limoneux).

A l'est de la commune, les versants des coteaux molassiques (g2c, mgRc) sont recouverts de formations d'éboulis ou de solifluxions argilo-sableux provenant de la molasse sous-jacente.

Les sols sont de type peu évolué d'apport brun à brun lessivé, voire même hydromorphes.

Carte géologique



Sources : Géoportail et BRGM cartes géologiques au 1/50 000, feuilles MURET XX-44, VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS XXI-44

Aptitudes culturelles

Les contraintes de ces sols sont des réserves en eau faibles à moyennes pour les sols limono-sableux. La structure est fragile pour les sols à faible teneur en argile.

La potentialité agronomique est moyenne pour les cultures d'hiver et bonne pour toutes les cultures en été et très bonne pour les cultures d'été irriguées.

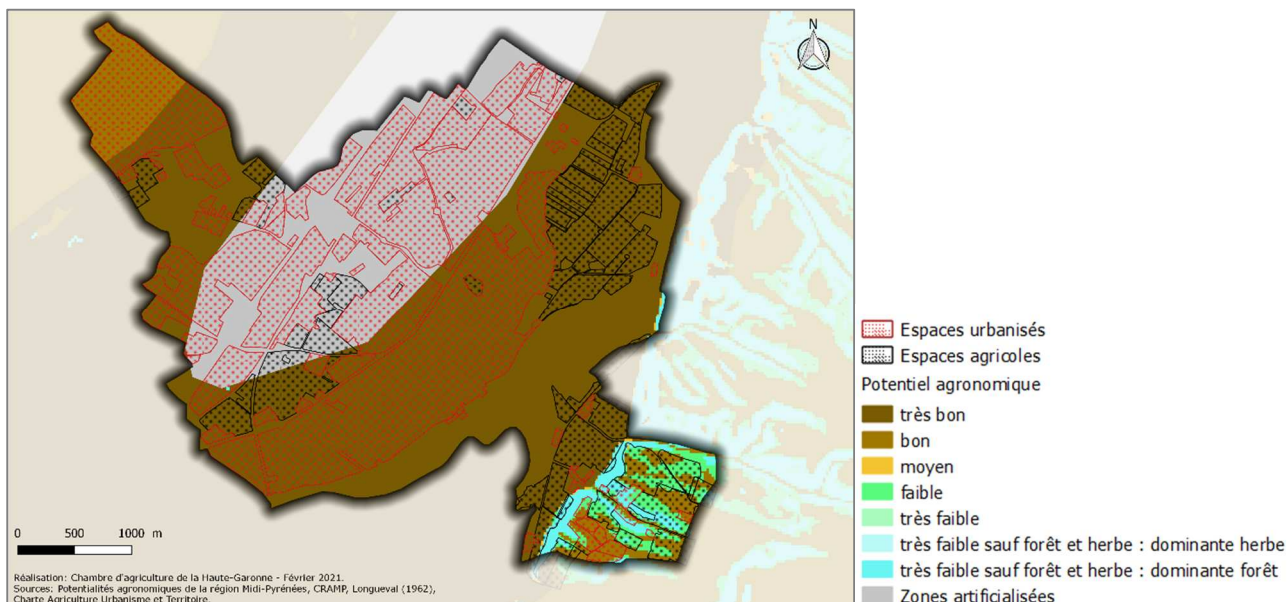
En raison du caractère filtrant des sols et de la présence de la nappe alluviale à faible profondeur, donc vulnérable, il faut être vigilant sur la fertilisation azotée et les produits phytosanitaires.

Les cultures à enracinement profond (tournesol, sorgho, céréales à paille) et les cultures couvrant le sol en hiver (céréales à paille) ont un intérêt pour la protection de la nappe.

Répartition de la SAU en fonction du potentiel agronomique (calculé par SIG : chiffres indicatifs) :

- **Très bon potentiel = 259 ha : 16 % du territoire communal**
- **Bon potentiel = 12 ha : 0,7 % du territoire communal**
- **Moyen = 53 ha : 3 % du territoire communal**
- **Faible = 10 ha : 0,6 % du territoire communal**

Potentialité agronomique des sols



Nota : La zone en gris, sur la carte ci-dessus, est une zone fortement artificialisée et non cartographiée par la CRAMP : par croisement avec la carte géologique du BRGM (en page précédente) on considérera, par interpolation, que les parcelles agricoles situées dans cette zone ont un très bon potentiel agronomique.

Paysage

La zone alluviale de la Garonne constitue un gisement préférentiel de sables et graviers fournissant la matière première des chantiers du bâtiment et des travaux publics de toute l'agglomération toulousaine. Merlons des terres, front de taille, montagnes de matériaux bruts et traités apparaissent puis disparaissent pour laisser place à de multiples plans d'eau souvent destinés aux loisirs. (# Source CAUE 31 : extrait des fiches entités paysagères de Midi-Pyrénées).

Le paysage de la commune est fortement impacté par l'extraction de granulats, la présence des zones commerciales et d'activités. Ces activités génèrent de la consommation foncière sur un secteur à très fort potentiel agronomique.

2.3 Le contexte agricole

Les données du Registre Parcellaire Graphique (RPG) et les enquêtes menées auprès des agriculteurs locaux au mois de décembre 2020 ont permis de recenser **11 exploitations** distinctes cultivant des parcelles sur la commune de Portet-sur-Garonne.

323 hectares de SAU ont été recensés : 20 % du territoire communal est occupé par l'espace agricole.

9 hectares (2,4 % de la SAU) n'ont pas été renseignés : ils se situent au sud-est de la commune et au nord de la commune.

Parmi les 11 exploitants identifiés, **4 ont leur siège sur la commune**. Les autres exploitations agricoles ont leur siège sur les communes de Toulouse, Mervilla, Villeneuve-Tolosane, Plaisance-du-Touch, Clermont-le-Fort, Saint Hilaire ou Corronsac.

Les 11 exploitants recensés sur le territoire communal exploitent un total de 917 ha de SAU, répartis sur différentes communes, dont 323 ha cultivés à Portet-sur-Garonne (cf. carte « Localisation du parcellaire des 11 exploitations agricoles recensées », § 2.3.3).

	SAU totale des exploitations, en ha	Dont sur la commune de Portet/Gne, en ha	%
1	13	13	100
2	8	8	100
3	1	1	100
4	27	10	40
5	18	4	22
6	228	82	33
7	95	82	87
8	300	84	14
9	18	8	45
10	187	16	9
11	Non renseigné	0.8	-
Entretenu	12	12 ha entretenus par des chevaux	100
Non cultivé	8	8	100
Fin de fermage	2	2	100
TOTAL	917	331	36

En gras : exploitations ayant leur siège sur la commune de Portet-sur-Garonne

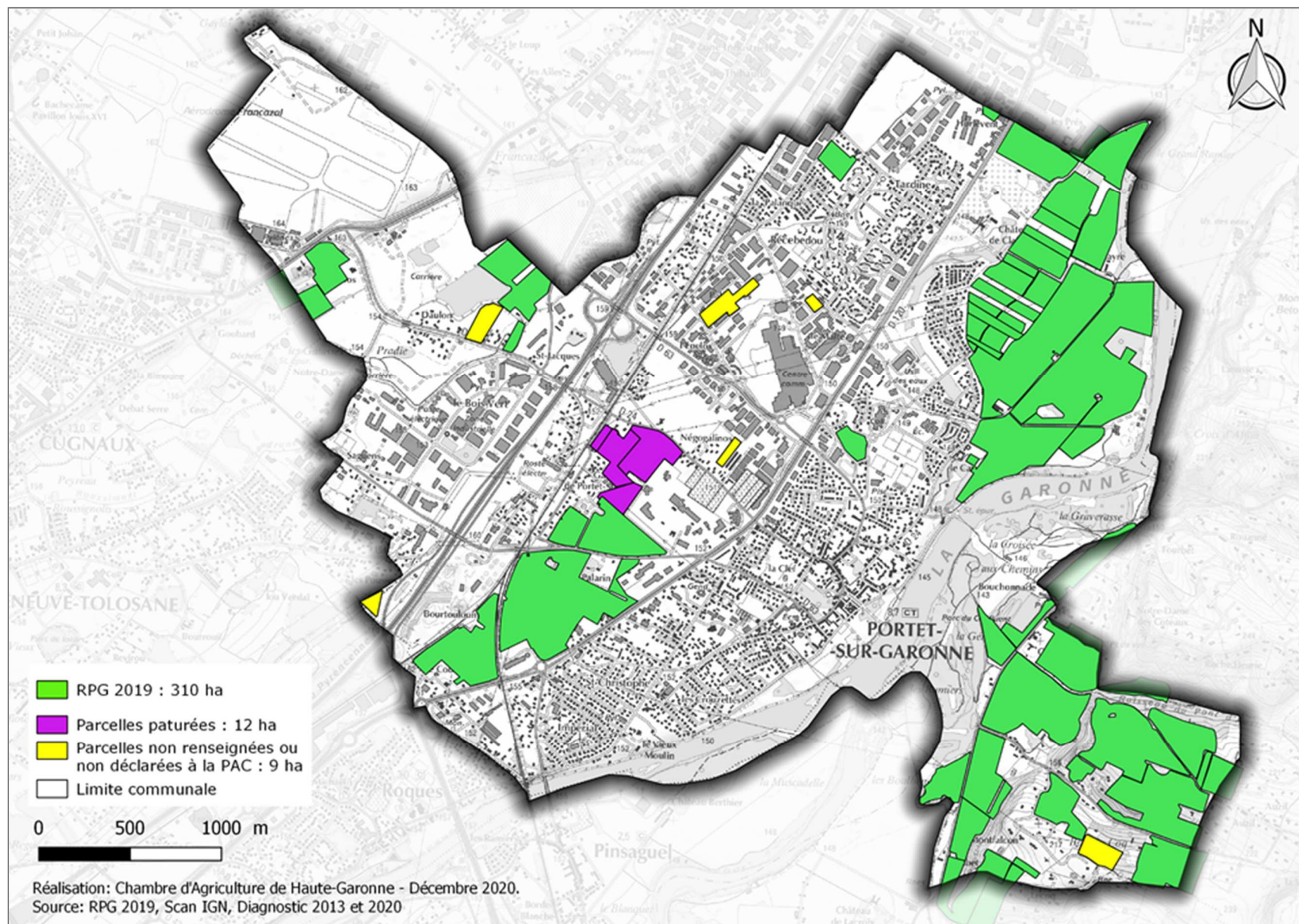
Cf. carte « Les exploitations agricoles : parcellaire, bâtiment et équipements », § 2.3.2.

12 hectares situés au lieu-dit "Ferrié" sont entretenus par des chevaux appartenant à un privé. Ces surfaces ne génèrent pas une activité agricole productrice de revenus, mais elles ont été identifiées et sont **comptabilisées dans la SAU communale**.

Même s'ils ne relèvent pas de l'activité agricole, nous notons la présence sur la commune de jardins partagés d'une superficie de 7000 m², à proximité d'une exploitation maraîchère.

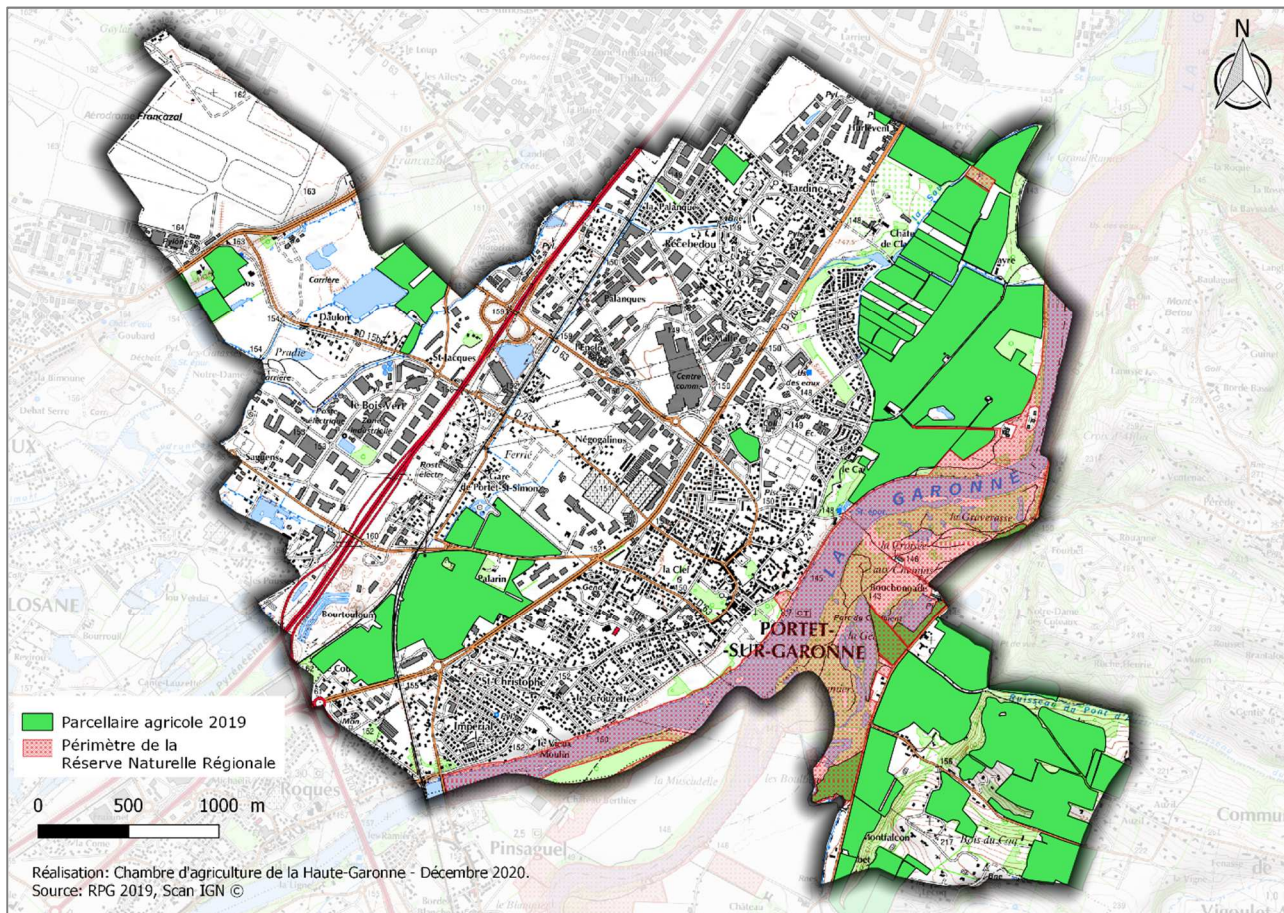
La commune de Portet-sur-Garonne, limitrophe avec Toulouse, connaît un développement de l'urbanisation continu depuis les années 1950 (habitat, vastes zones d'activités économiques et commerciales, infrastructures). Elle a accueilli des zones d'activités, dont des zones de carrières pour l'extraction de granulats. L'espace agricole n'est plus dominant dans l'espace communal ni dans le paysage : il représente 20 % du territoire et concerne 11 exploitations.

Carte des parcelles agricoles déclarées et non déclarées à la PAC de 2019



Les abords de la Garonne et de l'Ariège sont classés en Réserve Naturelle Régionale, RNR. Les surfaces agricoles comprises dans le périmètre de la réserve représentent 13 ha et appartiennent à la commune, qu'elle déclare à la PAC. Ces parcelles ont une vocation agricole. Elles peuvent être valorisées par une ou plusieurs exploitations agricoles à l'avenir afin de conforter leur rôle dans la production agricole et dans la production de services environnementaux (éléments paysagers).

Périmètre de la Réserve Naturelle Régionale au sein de la commune de Portet-sur-Garonne



Le classement de la commune en **zone vulnérable à la pollution des nitrates** oblige les exploitants agricoles à des pratiques respectueuses de l'environnement. Les mesures contenues dans le programme d'action national encadrent :

- les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés,
- les modalités de raisonnement de l'équilibre de la fertilisation azotée,
- les modalités d'enregistrement des pratiques,
- la limitation de l'épandage des effluents d'élevage à 170 kg N / ha de surface agricole utile,
- les conditions particulières d'épandage,
- les modalités de couverture végétale des sols à l'automne,
- la mise en place de bandes végétalisées permanentes le long des cours d'eau.

2.3.1 Le profil des exploitations agricoles

Sur les 4 exploitations agricoles que compte la commune, 3 sont conduites par des chefs d'exploitation et 1 est représentée par la commune de Portet-sur-Garonne.

Sur les 3 chefs d'exploitation 2 ont plus de 50 ans et 1 moins de 50 ans.

Sur les 11 exploitations agricoles recensées qui interviennent sur la commune, 6 chefs d'exploitation ont plus de 50 ans et 3 ont moins de 50 ans. **L'âge moyen de l'ensemble des chefs d'exploitation est de 52 ans.**

Sur les 4 exploitations agricoles ayant leur siège sur Portet-sur-Garonne, 1 est qualifiée de professionnelle² (SAU \geq à 15 ha : Surface Minimale d'Assujettissement - SMA). Sur les 11 exploitations agricoles enquêtées, 7 sont des exploitations qualifiées de professionnelles.

7 exploitations sur 11 sont « stables »², 3 sont en « en difficultés »² et 1 en « fin de carrière ».

1 exploitation dont le siège se situe sur Portet-sur-Garonne est sous forme sociétale (GAEC) ; et sur les 11 exploitations agricoles 4 ont une forme sociétale.

Parmi les 11 exploitations on compte :

- 2 exploitants « double actif »,
- 1 qui propose le service ETA – Entreprises de Travaux Agricoles,

1 exploitation agricole n'a pas été renseignée car non joignable. Son siège n'est pas situé sur la commune de Portet-sur-Garonne.

Ces éléments démontrent la stabilité de l'activité agricole.

2.3.2 Les constructions agricoles

5 exploitations possèdent des bâtiments agricoles sur la commune. Au total **17 bâtiments agricoles ont été identifiés dont :**

- 5 bâtiments de stockage : matériel, récoltes, approvisionnements, (...), dont 2 qui intègrent un local de vente ;
- 12 serres tunnel réparties sur 3 exploitations.

Aucun projet de nouvelle construction agricole n'a été recensé lors du diagnostic agricole.

2.3.3 L'organisation du parcellaire agricole et les équipements

Sur la commune 9 îlots culturaux³ font moins de 1 hectare et ils représentent 6.7 hectares. Les 24 îlots compris entre 1 et 5 hectares représentent 62 hectares. Les 21 îlots de plus de 5 hectares comptabilisent 241.3 hectares.

Les superficies cultivées, à l'exception de quelques parcelles isolées, forment des unités d'exploitation relativement "compactes", occupant l'Est (rive droite et gauche de la Garonne) et le sud-ouest de la commune. Les sièges et les sites où se trouvent les bâtiments agricoles sont dans la zone urbaine, ce qui entraîne des contraintes de déplacements et d'aménagements pour les exploitations.

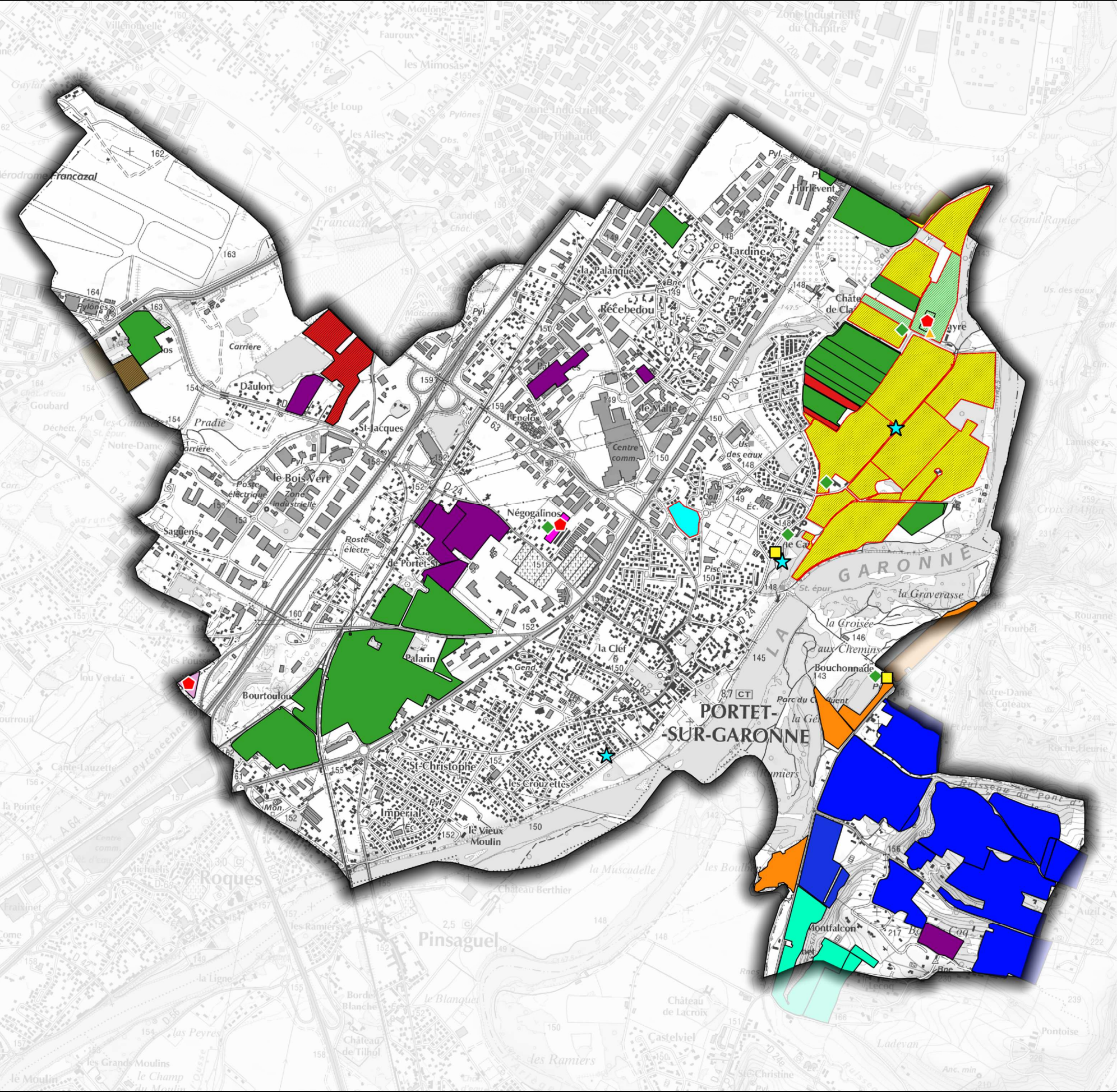
103 hectares sont irrigables, dont 32 irrigués. Le réseau d'irrigation est aérien : irrigation par aspersion couverture intégrale, géré par les agriculteurs eux-mêmes. Les **surfaces irrigables** représentent **30 % de la SAU** communale. L'irrigation permet une amélioration des rendements, la sécurisation du revenu et la diversification des cultures.

² Cf. fiche jointe "Méthodologie et Définitions"

³ Un îlot cultural peut compter plusieurs parcelles et donc des cultures différentes. Il constitue une entité agricole sur une exploitation agricole.

Les exploitations qui augmentent leurs surfaces de production accèdent à des parcelles de cultures qui peuvent être éloignées (voire très éloignées) du siège d'exploitation. Ces situations ont des conséquences sur l'organisation et le fonctionnement de l'exploitation : distances à parcourir avec les engins agricoles, accroissement des coûts de fonctionnement (matériel, coûts énergétiques, ...).

La carte de localisation parcellaire illustre cette situation. L'activité agricole est à prendre en compte sur une échelle supra communale pour appréhender l'ensemble du fonctionnement d'une exploitation. Localement, il est essentiel d'accompagner les exploitants dans l'organisation et l'aménagement des sites de productions comme la facilitation d'un projet d'installation ou d'une construction d'un nouveau bâtiment. Le PLU reste l'outil de planification à l'échelle communale le plus approprié pour cela.



**DIAGNOSTIC AGRICOLE
DANS LE CADRE DE LA RÉVISION DU PLU DE
LA COMMUNE DE PORTET-SUR-GARONNE**

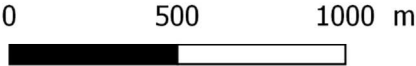
**Les exploitations agricoles:
parcellaire, bâtiments et
équipements**

Les exploitants agricoles

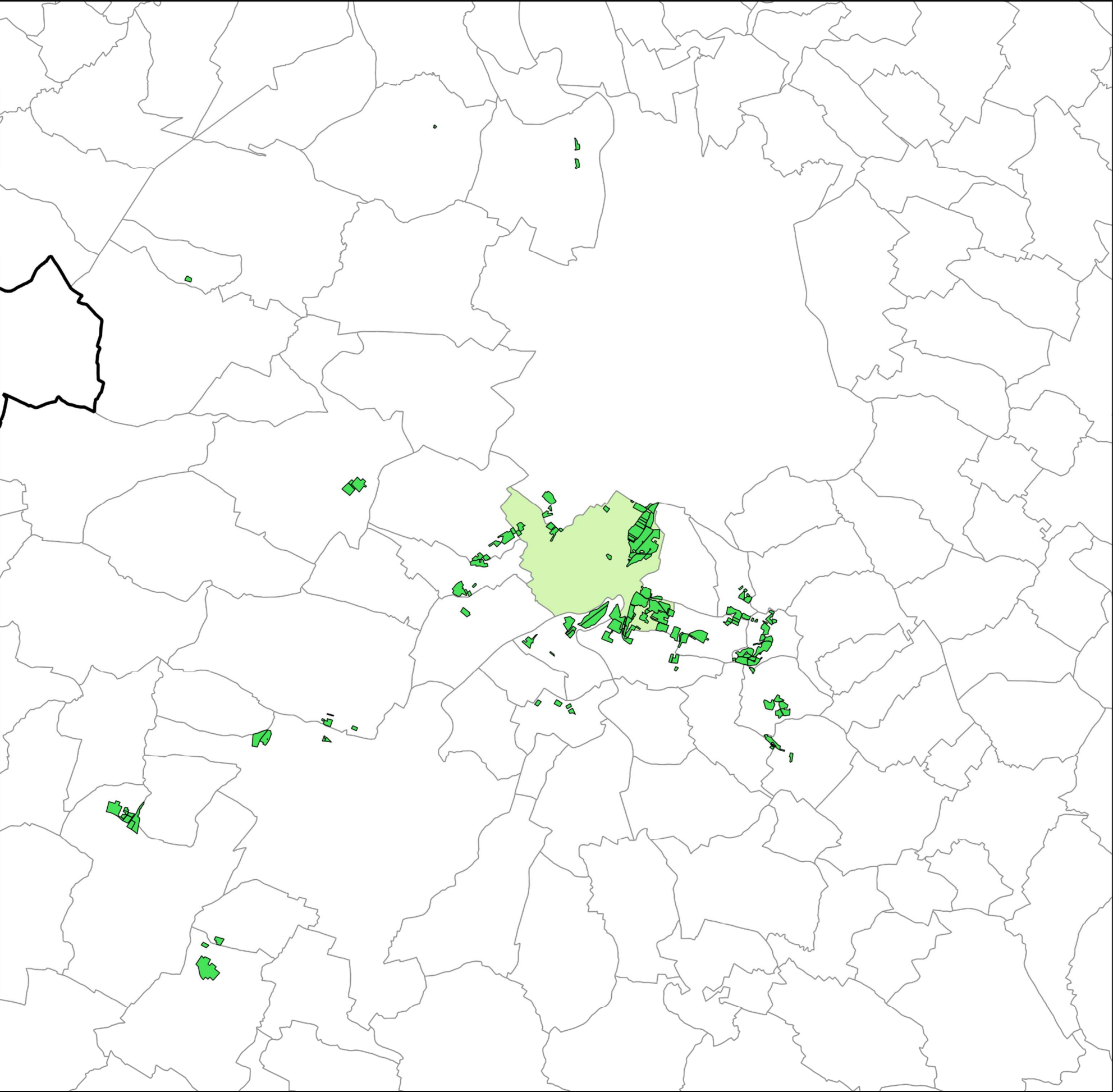
- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- Fin de fermage
- Non renseigné
- Parcelles irrigables
- Agriculture Biologique

Bâtiments agricoles

- Siège d'exploitation
- Stockage
- Serres
- Local de vente et stockage
- Logement du salarié



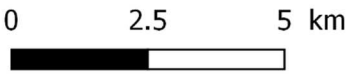
Réalisation: Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne -
Février 2021.
Source: RPG 2019, Enquêtes 2020, Scan25 IGN
©_Reproduction interdite.



**DIAGNOSTIC AGRICOLE
DANS LE CADRE DE LA RÉVISION DU PLU DE
LA COMMUNE DE PORTET-SUR-GARONNE**

**Localisation du parcellaire des 10
exploitations agricoles recensées**

- Localisation de la SAU des exploitations agricoles exploitant sur la commune de Portet-sur-Garonne
- Portet-sur-Garonne
- Limites communales
- Limite départementale



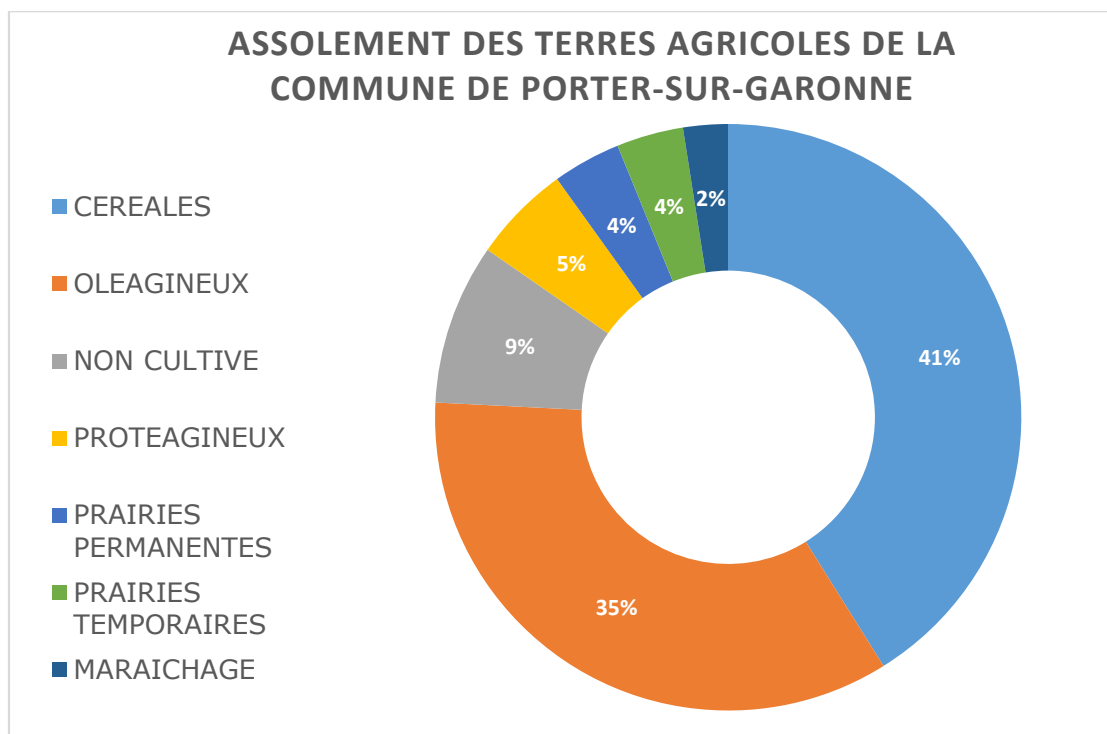
Réalisation: Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne -
Décembre 2020.
Source: RPG Niv 4 2013

2.3.4 Les productions végétales

Sur la commune de Portet-sur-Garonne, les productions sont exclusivement végétales. A noter qu'une exploitation de maraîchage et une exploitation en grandes cultures sont certifiées en agriculture biologique.

L'assolement est dominé par les cultures de **céréales** (blé dur, blé tendre, orge) et d'**oléagineux** (tournesol). Le protéagineux (5%) et les prairies (7%) viennent compléter l'assolement.

En 2019 l'assolement était de 247,6 ha en céréales et oléo protéagineux, soit 80% des surfaces cultivées. Près de 23 hectares de SAU sont cultivés en prairies. 27 hectares de surfaces agricoles sont déclarés en jachère. Cette répartition démontre l'orientation en grandes cultures des exploitations agricoles qui interviennent sur la commune.



ASSOLEMENT	Surfaces en ha
CEREALES	127
OLEAGINEUX	107,2
NON CULTIVE	27,4
PROTEAGINEUX	16,7
PRAIRIES PERMANENTES	11,6
PRAIRIES TEMPORAIRES	11,4
MARAICHAGE	7,6

Sources : RPG 2019 – IGN Géoportail, diagnostic agricole 2020.

2.3.5 L'économie et l'emploi agricole

Les enquêtes ont permis de comptabiliser **9 Équivalents Temps Pleins (ETP)** issus des 4 sièges d'exploitation de la commune de Portet-sur-Garonne. Les 11 exploitations agricoles génèrent 19 emplois directs.

1 exploitation agricole propose des services par une Entreprise de Travaux Agricoles (ETA). L'ETA génère de l'emploi dans un environnement géographique proche.

Les exploitations professionnelles (6 sur 11), même si elles n'ont pas toutes leur siège sur la commune, participent à l'économie du territoire de façon directe et indirecte par les emplois générés dans les services (salariés agricoles), les entreprises de travaux agricoles et dans les filières amont (approvisionnement, conseil, matériel, ...) et les filières aval (stockage, circuits de distribution, transformation, ...).

Pour illustration, les exploitations agricoles de Portet-sur-Garonne font appel à EURALIS (situé à Ondes, Toulouse et Aucamville), à la CRL (Villefranche de Lauragais) et aux consommateurs locaux via la vente directe.

Contexte agricole : synthèse en chiffres

SAU	323 hectares	
<i>Dont non identifiée</i>	20 hectares dont 12 ha de pacage pour des chevaux	
<i>Surface en AB</i>	92 hectares	
	Exploitations agricoles ayant leur siège sur Portet/Gne	Toutes les exploitations agricoles intervenant sur la commune
Nombre d'exploitations agricoles	4	11
<i>Dont exploitations professionnelles</i>	1	7
<i>Avec une installation à moins de 5 ans ou à venir</i>	0	0
<i>Moins de 50 ans</i>	1	3
UTA – Unité de Travail Annuel	9	19

2.3.6 Les points de vigilance

La majorité des exploitants évoque des **difficultés liées à la circulation et à la sécurité routière** : les contraintes de circulation en zone urbaine et périurbaine impliquent des voies resserrées non adaptées aux engins agricoles, ainsi qu'un trafic routier dense.

Les agriculteurs s'interrogent quant à l'avenir des **parcelles agricoles enclavées ou contigües à des zones habitées** : il s'agit pour eux d'un enjeu économique. La mise en culture de ces parcelles peut donner lieu à des conflits de voisinage et de la défiance vis-à-vis de l'activité agricole qui vise à produire une matière première.

Le département de la Haute-Garonne s'est doté d'une « **charte d'engagements des utilisateurs des produits phytopharmaceutiques** » afin de répondre aux attentes sociétales en matière d'environnement et d'agriculture. La loi « EGALIM » prévoit la formalisation d'engagements des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques, que le décret n° 2019-15000 du 27/12/2019 précise. Des zones de non traitement (ZNT) peuvent être mises en place localement afin de fixer des distances de recul entre les zones habitées et les parcelles agricoles. Les futurs projets d'aménagement d'ensemble doivent traduire cette nouvelle donne : les futures installations devront être implantées à des distances d'éloignement suffisantes des zones agricoles pour ne pas créer de nuisances.

La charte est disponible sur le lien suivant :

<https://www.haute-garonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-elevage-foret-et-developpement-rural/Agriculture/Reglementation-et-zonages-ZV-ZD-ZNT-BCAE-Natura-2000-arretes-departementaux/ZNT-zones-non-traitees-a-cote-des-habitations>

La Chambre d'agriculture encourage la commune à engager des actions d'information, de concertation et de dialogue entre les administrés et les agriculteurs en vue de réduire ces antagonismes et prévenir les conflits de voisinage.

2.4 Synthèse, enjeux & préconisations

2.4.1 Une commune urbaine dont le foncier agricole se raréfie

La commune de Portet-sur-Garonne s'est fortement développée dès les années 1980 grâce à ces axes routiers structurants, autour des zones d'activités commerciales et des zones de gravières. En 2017 elle comptait 9 721 habitants (source INSEE RP 2017).

L'espace agricole occupe 20 % du territoire communal en 2020, soit 323 hectares sur les 1 619 que compte la commune.

11 exploitations agricoles cultivent des parcelles sur la commune, dont 7 exploitations sont qualifiées de « professionnelles ».

4 exploitations agricoles ont leur siège sur la commune de Portet-sur-Garonne.

L'activité agricole est dominée par les **productions céréalières et d'oléo protéagineux**. Lorsque la **maîtrise foncière** est précaire (court et moyen terme), les investissements et la diversité des productions s'en trouvent affectés.

Un espace agricole à pérenniser pour maintenir une activité agricole significative :

- 7 exploitations qui cultivent sur la commune ont une situation stable ou en phase de développement ;
- 7 sont des exploitations professionnelles ;
- Les 11 exploitations représentent 19 emplois directs (UTA) ;
- Des filières agricoles amont et aval diversifiées.

Le tableau de synthèse de l'activité agricole du territoire

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - Un très bon potentiel agronomique, à la fois pour les grandes cultures (SCOP) et les productions maraîchères, si un accès à l'irrigation est assuré pour ces dernières. - De grandes parcelles accessibles : un atout pour l'ensemble des productions végétales. - Des surfaces irriguées et irrigables. - Des exploitations agricoles structurées : filières, CUMA, ETA. - Des filières agricoles amont et aval à proximité des lieux de production, secteur bien desservi. 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de parcelles agricoles à fort potentiel agronomique. - Un contexte périurbain qui crée une pression sur le foncier et les activités agricoles : friche, précarité du foncier. - Pas de foncier disponible pour l'agrandissement et l'installation de nouvelles exploitations agricoles. - Des accès routiers rendus difficiles pour le déplacement des engins agricoles : voie étroite, chicane, dos d'âne. - Une moyenne d'âge de plus de 50 ans. - Incivilités accrues envers les agriculteurs. - Des déplacements difficiles avec les engins agricoles sur les routes (sécurité).
OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - Un potentiel de clientèle attiré par les zones commerciales en place : fort potentiel de distribution, opportunité pour la zone commerciale à proposer des productions locales. - Possibilité de développer un ou plusieurs projets agricoles intégrant la multifonctionnalité des espaces agricoles : développement d'espaces agricoles en zone urbaine l'agriculture urbaine, vers des projets en lien avec l'adaptation au changement climatique, (...). - Accentuer les réflexions vers plus de renouvellement urbain. - Valoriser les espaces agricoles et les espaces boisés qui constituent une continuité non artificialisée, favorisant la biodiversité et le cadre de vie, à l'échelle communale et supra communale. Lien à faire avec la RNR. - Possibilité de réhabiliter d'anciennes zones de gravières pour les restituer à l'agriculture. <p>https://www.unicem.fr/wp-content/uploads/unpq-reamenagement-agricole-2019.pdf</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un développement urbain qui impacte l'agriculture : artificialisation des sols, éloignement et/ou cessation des activités agricoles, fragilisation des exploitations agricoles en place. - Vigilance sur les risques de conflit de voisinage : utilisation de l'espace agricole comme un espace de « loisir », incivilités, (...). - La fragmentation du milieu agricole entraîne une fragilisation dans la préservation de la biodiversité : difficulté pour les espèces de se déplacer ou de réaliser leur cycle de reproduction. - La perte de foncier agricole peut engendrer une baisse des installations agricoles sur la commune (reprise, transmission).

2.4.2 Les enjeux agricoles : une activité agricole en zone périurbaine

La carte de synthèse localise les espaces qui présentent des enjeux du point de vue agricole, avec une hiérarchisation de ces enjeux (Cf. détail méthodologique en annexe). Ce document doit permettre à la commune de traduire le projet communal en prenant en compte les enjeux agricoles.

Le traitement des données sur le parcellaire et les exploitations agricoles fait apparaître :

241 hectares classés enjeux « Très fort »

Ils représentent 72,4 % de l'espace agricole communal. Ces parcelles constituent, pour la plupart, de grandes unités de cultures et/ou forment un parcellaire regroupé facilitant les conditions d'exploitation, en particulier en ce qui concerne la facilité d'accès. Elles sont classées en très bonne potentialité agronomique et sont cultivées par des exploitations agricoles dynamiques ou stables. Les parcelles agricoles classées en zone « A » devront être préservées.

Une partie de ces surfaces se situent au cœur des zones urbanisées. Dans les futurs projets urbains, la commune pourra mener une réflexion de mise en place d'une nouvelle forme d'agriculture afin de répondre aux enjeux environnementaux tels que la lutte contre le réchauffement climatique ou l'autonomie alimentaire (dont les circuits courts).

81 hectares classés enjeux « Fort »

Il s'agit de parcelles cultivées par des exploitations agricoles stables économiquement. Ces parcelles sont de taille plus petite et peuvent se situer proches des zones urbaines denses. Leur mise en culture peut être un sujet d'interrogation pour l'exploitant agricole. Elles constituent cependant des unités homogènes avec un réel intérêt économique. Ce sont de potentielles zones de projets. Elles font parties des espaces agricoles à préserver (24,3%).

11 hectares classés enjeux « Moyen »

Ils concernent les parcelles non cultivées à ce jour (3,3 %) dont 8 hectares de surfaces non renseignées (ils ne sont pas cultivés par des exploitations agricoles). Ces espaces peuvent tout de même avoir une vocation agricole future qu'il est possible de valoriser au titre de la mixité des espaces, en particulier parce que leur potentiel agronomique est bon à très bon. Il s'agira de prendre en compte ces caractéristiques et des informations pour de potentiels projets agricoles. Ils devront comporter un volet économique et technique.

La carte de synthèse démontre que l'essentiel de l'espace agricole est classé en enjeux « très fort » et « fort », soit 96,7 % de l'espace agricole. La commune veillera à pérenniser ces espaces lors des choix d'extension urbaine. Elle veillera également à prendre en compte l'agriculture dans les futurs projets d'aménagement.

2.4.3 Une densification de la zone urbaine à poursuivre, un renouvellement urbain à accentuer

La commune devra **privilégier la densification des espaces déjà bâtis** et issus du renouvellement urbain comme les secteurs d'anciennes gravières. Les choix d'extension sont déjà positionnés de préférence en zone urbanisée. Dans sa réflexion d'écriture du PLU, la commune intégrera l'objectif de « zéro artificialisation nette » (rapport ministériel du 23/07/2019) fixé au niveau national suite au « Plan Biodiversité ». Ainsi elle veillera à privilégier le renouvellement urbain et préserver ses espaces non artificialisés, dont les espaces agricoles.

Pour se faire, les **secteurs de développement devront être raisonnés, les densités** dans ces zones (urbaines et d'activités) **devront être optimisées** afin de limiter la consommation foncière.

Les orientations du développement de l'urbanisation veilleront à limiter l'impact sur l'espace agricole et les activités agricoles. Aussi les extensions urbaines présenteront un développement raisonné pour les 10 prochaines années. Il s'agit de **donner des garanties sur la stabilité du foncier**, et d'éviter des comportements spéculatifs qui ont des effets sur le marché foncier agricole. Cela permettra également de donner des perspectives à de potentiels projets d'installations afin d'assurer la pérennisation de l'activité.

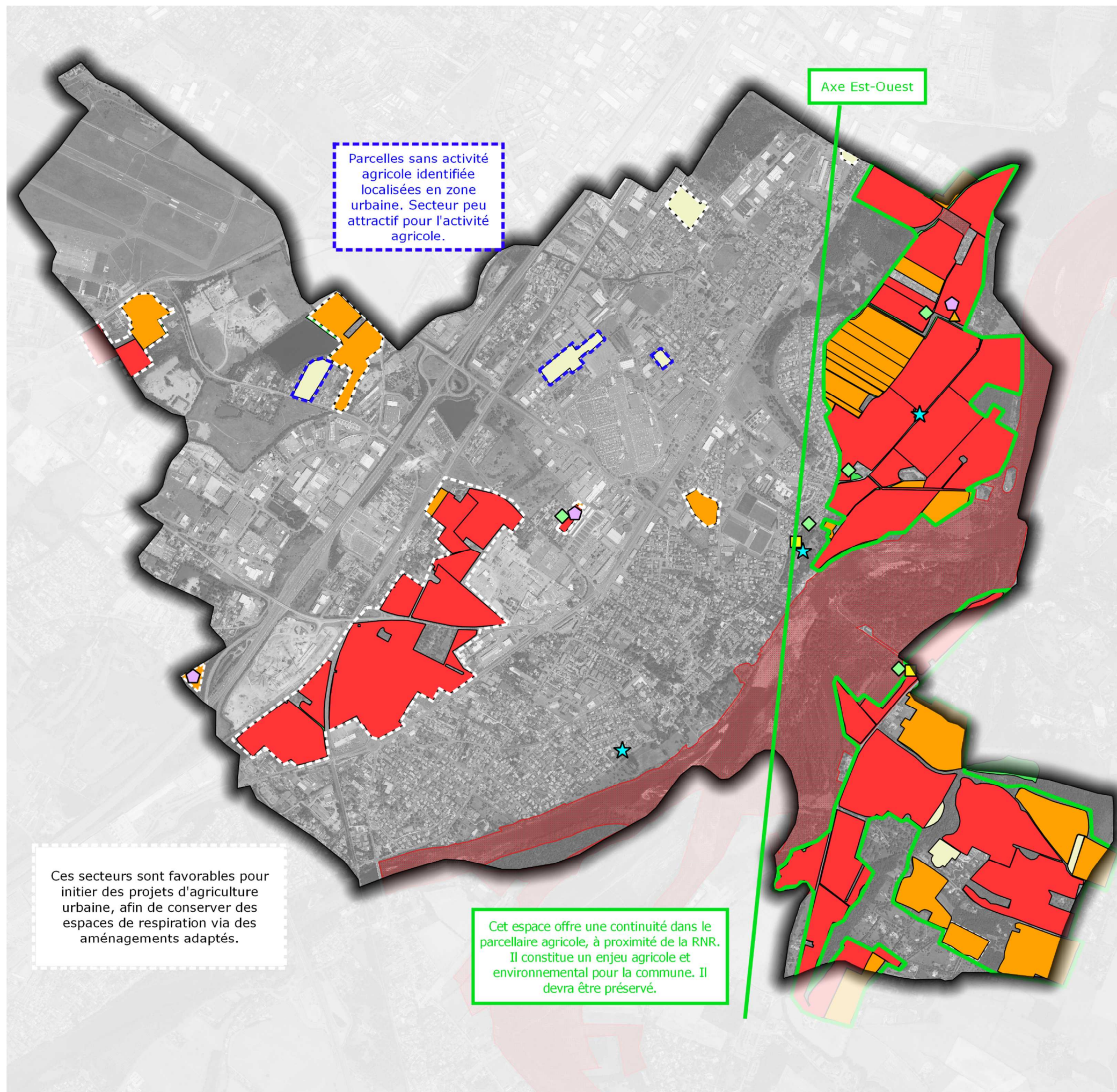
Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le règlement veilleront à **intégrer des « espaces tampon » sur les parcelles constructibles situées en limites de parcelles agricoles** : distance d'éloignement des constructions par rapport aux limites séparatives et plantations de haies écrans.

Concernant la matérialisation des trames vertes et bleues, la Chambre d'agriculture préconise leur représentation sous la forme de trame sur le plan de zonage lorsque l'espace agricole est concerné par la trame verte. L'espace agricole constitue un support et une zone de déplacement pour les espèces (mammifères, oiseaux, insectes, dont les chiroptères), mais aussi est une source de nourriture et un lieu de reproduction. La Réserve Naturelle Régionale renforce ce rôle de corridor et de lieu de vie pour les espèces animales inféodées aux espaces agricoles ouverts. Le **rôle multifonctionnel des espaces agricoles contribue à la préservation du cadre de vie, au maintien d'espaces de respiration et à la lutte face au changement climatique**

De plus, l'agriculture peut être une source de projets innovants pour limiter les îlots de chaleur des zones urbaines, ou pour mettre en place des productions adaptées à une agriculture urbaine. C'est une opportunité que peut saisir la commune que d'intégrer la prise en compte de l'activité agricole dans le cadre des projets de développement de la ville. Elle peut répondre à une demande sociétale de consommer des produits locaux, de saison et avec une faible empreinte carbone.

Ainsi, le classement en zone « A » du PLU des espaces à vocation agricole future devra être privilégié. Cela facilitera le fonctionnement des exploitations agricoles et leur donnera de **la perspective dans la disponibilité du foncier. L'espace agricole est une zone d'activité économique agricole** qui doit donner l'opportunité à des structures de s'installer et/ou de s'agrandir. Ces zones agricoles peuvent donner à la commune la possibilité de mettre en place des projets orientés vers la production agricole, intégrant une forte résilience environnementale.

Enfin, la commune devra envisager des pistes de travail pour résoudre ou réduire les problèmes évoqués par tous les agriculteurs enquêtés : difficultés de circulation des engins agricoles, incivilités, dépôts d'ordures sauvages, passage d'engins motorisés sur les parcelles.



DIAGNOSTIC AGRICOLE DANS LE CADRE DE LA RÉVISION DU PLU DE LA COMMUNE DE PORTET-SUR-GARONNE

Enjeux sur le parcellaire agricole

Enjeux sur les parcelles agricoles

- MOYEN: 11 ha
- FORT: 81 ha
- TRES FORT: 241 ha

Bâtiments

- ★ Siège d'exploitation
- ◇ Stockage
- ◇ Serres
- ▲ Local de vente et stockage
- Logement du salarié

Réserve naturelle régionale

- Réserve naturelle régionale



0 500 1000 m

Réalisation: Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne
- Mars 2021.
Source: RPG 2019, Enquêtes 2020, OrthoPhoto IGN ©

3. ANNEXES

1. Fiche « Méthodologie et Définitions »

METHODOLOGIE

L'objectif de la mission est d'identifier les surfaces qui présentent un enjeu agricole dans le cadre de la définition du futur PLU, avec une hiérarchisation de ces enjeux. Le résultat de ces investigations doit permettre à la collectivité d'avoir un outil de connaissance de l'activité agricole communale qui lui permettra d'être vigilante sur les espaces qu'elle destina au développement de l'urbanisation, en veillant à préserver les espaces agricoles de façon optimale.

Les données recueillies portent sur le parcellaire et les exploitations agricoles. Leur traitement dans le cadre du SIG a été effectué dans le but de regrouper à l'échelle de la parcelle (ilot cultural) les informations portant sur la parcelle elle-même et sur l'exploitation concernée. Plusieurs critères ont été retenus pour évaluer les enjeux.

5 critères portant sur les parcelles (dont le contenu est détaillé dans le chapitre "Définitions" ci-après) :

- Taille de l'ilot cultural
- Potentialité agronomique
- Présence d'équipements (parcelle drainée, irrigable)
- Parcelles avec des engagements contractuels
- Parcelles enclavées

5 critères portant sur l'exploitation :

- Part de la surface de l'ilot sur la SAU totale de l'exploitation
- Ilots d'une même exploitation formant un parcellaire regroupé
- Parcelles situées à proximité du site d'exploitation
- Age du chef d'exploitation
- Situation économique de l'exploitation

Les sites d'exploitation : sièges et bâtiments d'exploitation ont également été repérés

Une grille d'évaluation a été établie, elle définit des seuils pour chacun des critères, permettant d'affecter une note et de définir les enjeux à la parcelle correspondant au niveau d'impact : "Moyen", "Fort", "Très Fort".

Note de 0 à 7 : Moyen

Note de 8 à 10 : Fort

Note 11 et + : Très Fort

Ainsi, les résultats obtenus ne traitent pas que des caractéristiques foncières mais intègrent les caractéristiques des exploitations qui utilisent ce foncier.

GRILLE EVALUATION	Seuil	Note	Seuil	Note	Seuil	Note	Seuil	Note	Seuil	Note
Critères parcelles										
Taille de l'ilot cultural	< 1ha	1	1 à < 5ha	2	≥ 5ha	3				
Potentialité agronomique	Faible	1	Moyen	2	Bonne à Très Bon.	3				
Présence d'équipements	OUI	1	NON	0						
Parcelles avec engagements	OUI	1	NON	0						
Parcelles enclavées	OUI	0	NON	1						
Critères exploitations										
% surface ilot sur SAU totale	0 à 2%	1	2 à 4%	2	≥ 4%	3				
Ilots d'une même exploitation formant un parcellaire regroupé	OUI	1	NON	0						
Parcelles situées à proximité du site d'exploitation	OUI	1	NON	0						
Age du chef d'exploitation	≤ 55 ans	1	> 55 ans	0						
Situation économique de l'exploitation	Dvpt	2	Crois.	1	Transm.	2	Patrim.	1	Difficultés/fin carrière	0

Dvpt. : Développement, Crois. : "Rythme de croisière", Transm. : "Transmission", Patrim. : Gestion patrimoniale.

DEFINITIONS

CRITERES LIES AU PARCELLAIRE

Taille de l'îlot cultural

Surface des îlots culturaux déclarés au Registre Parcellaire Graphique (RPG).

Nota : le contour et la surface des îlots n'ont aucun lien avec le découpage cadastral, les îlots culturaux peuvent être divisés en parcelles culturales lorsque plusieurs cultures sont implantées sur un îlot.

Trois classes de surfaces définies en tenant compte des productions "grandes cultures" dominantes sur le secteur :

- < 1 ha : *taille relativement réduite*
- de 1 ha à < 5 ha : *taille satisfaisante*
- ≥ à 5ha : *taille très favorable*

Potentialité agronomique

Correspond à la qualité physique des sols, classée en 7 catégories de "très faible" à "très bonne", en intégrant les secteurs de prairies et de boisements. Plus le potentiel agronomique est élevé plus les rendements sont améliorés. Cependant, les sols ayant une faible valeur agronomique ne sont pas sans intérêt pour l'agriculture, certaines productions sont adaptées à ce type de sol.

Les données sont extraites de la cartographie du potentiel agronomique des sols en Haute-Garonne établie en 2010, dans le cadre de la Charte Agriculture Urbanisme et Territoire de la Haute-Garonne, à partir des études réalisées par la Chambre Régionale d'Agriculture Midi-Pyrénées en 1992 et 1995 sur la pédologie et les potentialités agronomiques en Midi-Pyrénées, et complétées par les éléments sur les caractéristiques du relief et sur le potentiel irrigable (proximité de la ressource en eau).

Le secteur d'étude dispose de sols classés dans les trois meilleures catégories : "moyenne", "bonne" et "très bonne"

La disparition des surfaces présentant de bonnes potentialités agronomiques, constitue une réduction de la valeur ajoutée des exploitations concernées, mais également une perte de potentiel pour l'activité agricole en général.

Présence d'équipements (drainage, irrigation)

Le drainage et l'irrigation des parcelles permettent d'améliorer l'exploitabilité des parcelles et les rendements agricoles. Ils constituent des investissements réalisés par les agriculteurs, parfois aidés par des fonds publics.

La disparition de surfaces irrigables et/ou drainées représente un impact supplémentaire pour les exploitations concernées et sur le potentiel agricole du foncier en général.

Parcelles avec des engagements contractuels

Exploitations agricoles qui ont souscrit, dans la durée, des mesures contractuelles sur leur parcellaire ayant pour effet d'améliorer la préservation de l'environnement et d'accompagner l'agriculture dans sa transition agro écologique. Certaines mesures permettent également d'accroître la valeur ajoutée des productions. Cela concerne :

- Les engagements en Agriculture Biologique "AB",
- Les engagements dans des MAE (Mesures Agri Environnementales),
- Les engagements dans les mesures de réduction des intrants et de certification environnementale,
- Les mesures réglementaires liées à l'épandage des effluents ou des boues d'épuration,
- ...

La disparition de parcelles pour lesquelles des engagements ont été souscrits aurait des conséquences sur l'exploitation dans son ensemble, et pourrait remettre en cause son fonctionnement et son équilibre économique.

Parcelles enclavées

Enclavement : îlots culturaux isolés de l'espace agricole par l'urbanisation et/ou les infrastructures constituant une coupure (canal du midi, autoroute, voie ferrée).

L'enclavement représente deux types de contraintes pour les exploitations :

- Difficultés d'exploitation : allongement des distances, accès aux parcelles plus difficile, conflits de voisinage avec les zones habitées...
- Pas de possibilité d'agrandissement du foncier en continuité du parcellaire exploité.

Ces parcelles sont déjà impactées par le développement de l'urbanisation, les enjeux pour les exploitations agricoles s'en trouvent diminués, à l'exception des grandes unités foncières. L'extension urbaine sur des parcelles déjà enclavées par l'urbanisation sera privilégiée, avec une analyse des situations au cas par cas, certaines entités pouvant être propices au développement d'activités agricoles adaptées aux petites surfaces et compatibles avec la proximité des espaces habités (cas du maraîchage).

CRITERES LIES A L'EXPLOITATION AGRICOLE

Part de la Surface de l'îlot sur la SAU totale de l'exploitation

Calcul du pourcentage de la surface de l'îlot sur la SAU totale de l'exploitation. Ce ratio permet d'évaluer l'impact que représenterait la disparition de ces surfaces sur l'ensemble de l'exploitation.

Les résultats sont classés en 3 classes :

- de 0 à ≤ 2 % de la SAU totale de l'exploitation : impact considéré comme moyen,
- de 2 à 4 % de la SAU totale de l'exploitation : impact considéré comme fort,
- ≥ à 4 % de la SAU totale de l'exploitation : impact considéré comme très fort.

Ilots d'une même exploitation formant un parcellaire regroupé

Parcellaire regroupé : îlots culturels attenants les uns aux autres pouvant être séparés par une infrastructure linéaire (haie, chemin rural, route).

Ces îlots, qui peuvent être de taille réduite, présentent un enjeu pour l'exploitation, leur proximité les uns des autres facilite les conditions d'exploitation.

Parcelles situées à proximité du site d'exploitation

Sont concernées les parcelles qui se situent dans un rayon de 1 Km autour du site d'exploitation, même si elles ne jouxtent pas le site d'exploitation.

Ces parcelles proches des bâtiments agricoles facilitent les conditions de travail et permettent des gains de temps et d'énergie (accès aux parcelles, économie de carburants, surveillance des cultures, ...).

Age du chef d'exploitation

Deux classes d'âges ont été retenues dans le cadre de la présente étude :

- Les exploitants âgés de 55 ans ou moins,
- Les exploitants âgés de plus de 55 ans.

Au delà de 55 ans, les exploitants commencent à réfléchir à leur fin de carrière, et peuvent en général se prononcer sur le devenir de leur structure (reprise dans le cadre familial, repreneur identifié, démarche de transmission à venir, ...).

Rythme de fonctionnement des exploitations

Les exploitations sont classées en 5 catégories, correspondant à leur situation économique :

- **"Développement"** : exploitations conduites par des agriculteurs récemment installés et qui réalisent des investissements pour développer ou diversifier leurs ateliers de production.
La perte de foncier et/ou de bâtiments agricoles crée un déséquilibre pour ces structures qui sont en phase de croissance et qui sont parfois soumises à des engagements administratifs réglementaires et financiers, tout impact sur ces exploitations peut être de nature à les fragiliser et peut remettre en cause leur pérennité.
- **"Stable"** : exploitations qui ont stabilisées et consolidées leur activité du point de vue technique et économique et sont devenues performantes. Certaines d'entre elles évoluent régulièrement (agrandissement foncier, nouvelles productions, nouveaux bâtiments agricoles...)
Comme pour les précédentes, la perte de foncier et/ou de bâtiments agricoles crée des déséquilibres, elles aussi sont soumises à des engagements administratifs réglementaires et financiers dont la remise en cause viendrait perturber leur équilibre économique.
- **"Transmission"** : Exploitations pour lesquelles l'exploitant anticipe son arrêt d'activité (retraite) et prépare sa transmission dans un cadre familial ou hors cadre familial. Ces exploitations poursuivent leur évolution (agrandissement foncier, nouvelles productions, nouveaux bâtiments agricoles...) afin de transmettre un outil de travail performant au futur repreneur.
Ces exploitations constituent des entités économiques inscrites dans la durée, toute atteinte à leur structure pourrait fragiliser leur préservation et évolution future.
- **"Gestion patrimoniale"** : exploitations ayant une SAU de taille réduite (< au seuil de la SMI), et/ou chef d'exploitation est double actif ou retraité, et/ou ont recours à la prestation de service pour les travaux agricoles (ETA).
Ces exploitations sont dans une logique d'entretien d'un patrimoine familial qui se transmet entre générations avec un maintien de la production agricole qui permet de dégager des résultats. Le foncier agricole n'a pas qu'une valeur patrimoniale, il constitue un outil de production.
- **"Difficultés ou fin de carrière"** : exploitations en difficultés économiques, ou qui envisagent la cessation d'activité (départ à la retraite ou changement d'activité) sans successeur ou démarche de transmission engagée.
Ces structures qui sont amenées à cesser leur activité possèdent un outil de travail (foncier et bâtiments) qui intéresse les candidats à l'installation et les exploitations qui souhaitent agrandir leur foncier, dans un secteur où les disponibilités foncières pour l'agriculture sont rares.

CRITERES LIES AU BATI

Siège d'exploitation

Correspond à la domiciliation de l'exploitation agricole dans la majorité des cas le siège d'exploitation est situé au domicile de l'exploitant ou d'un des associés dans le cas d'exploitation sous forme sociétale.

Bâtiments agricoles

Ensemble des constructions utiles à l'activité agricole : bâtiments de stockage (matériel, intrants, récoltes...), bâtiments d'élevage, locaux de transformation et de vente (si transformation et vente de des produits de l'exploitation).

Installations agricoles

Autres installations et équipements agricoles : serres, silos, stations de pompage, installations d'irrigation (pivots, ...), fumières, carrières, ...

Site d'exploitation

Site regroupant le siège d'exploitation et les bâtiments agricoles, un site d'exploitation ne peut correspondre qu'à un ou plusieurs bâtiments agricoles sans siège d'exploitation, cas des exploitations possédant des unités de cultures éloignées du siège d'exploitation ou du site principal.

AUTRES DEFINITIONS

Terreforts

Terres à dominance argileuse, plus ou moins compactes, plus ou moins calcaires. Grande variété texturale. La qualité des terres varie d'une parcelle à l'autre et dans une même parcelle.

Contraintes : Problèmes d'hydromorphie à la parcelle, ou ponctuel (mouillères). Erosion des coteaux par ravinement. Sécheresse en été. Les terres argileuses demandent une puissance de traction supérieure aux sols précités.

PBS : Production Brute Standard

Les surfaces agricoles et les cheptels sont valorisés, pour chaque exploitation, selon des coefficients permettant le calcul de la production brute standard (PBS). Ces coefficients résultent des valeurs moyennes calculées sur la période 2005 à 2009. La PBS décrit un potentiel de production des exploitations permettant de classer les exploitations selon leur dimension économique en "moyennes et grandes exploitations", quand elle est supérieure ou égale à 25 000 euros, en "grandes exploitations", quand elle est supérieure ou égale à 100 000 euros. La contribution de chaque surface ou cheptel à la production brute standard permet également de classer les exploitations selon leur spécialisation (orientation technico-économique). Comme pour toutes les variables liées à l'exploitation, la PBS est ramenée au siège de l'exploitation.

<https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/methodon/N.3/lsearchurl/listeTypeMethodon/>

La PBS ne correspond pas à la somme des résultats individuels des exploitations, mais évalue le potentiel de production des exploitations en valeur économique. Le RGA donne la PBS des exploitations qui ont leur siège sur la commune.

Exploitation agricole professionnelle

On entend par "exploitation agricole professionnelle" une exploitation suffisamment importante pour assurer à l'agriculteur une activité principale et un niveau de revenu lui permettant de faire vivre sa famille.

Pour l'INSEE, une exploitation agricole "professionnelle" doit dépasser une taille économique de 12 équivalent-hectares de blé et occupant au moins 0.75 unité de travail annuel.

La surface de référence retenue pour l'étude est celui de la Surface Minimale d'Assujettissement (SMA) en polyculture élevage dans le Lauragais soit 15 ha.

Jeune agriculteur

Un Jeune Agriculteur (JA) bénéficie de la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) sous conditions (moins de 40 ans, première installation, disposer de compétences, de qualifications professionnelles minimales et présenter un plan de développement de l'exploitation sur une période 5 ans, ...). Le soutien à l'installation comprend une dotation en capital versée au moment de l'installation effective et des prêts bonifiés.

Tout impact sur le foncier ou la structure d'un jeune agriculteur peut remettre en cause les engagements qu'il a souscrit dans le cadre de son projet de développement.



Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne
32 rue de Lisieux CS 90105
31 026 TOULOUSE cedex 3
05 61 10 42 50

